

R O M Y V E L I N E S

**Collectif de soutien aux familles roms de la plaine de Triel-Chanteloup,
membre du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope.**

Association pour la scolarisation des enfants du voyage (ASEV),
Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC 78 nord)
Confédération syndicale des Familles_Epône (CSF), Droit au Logement (DAL),
Ligue des Droits de l'Homme (LDH),
Le Niglo en colère_Union Française des Associations Tsiganes (UFAT),
Réseau Education sans Frontières (RESF), **Secours Catholique** et des voisins solidaires.

Communiqué n°9 du 2 novembre 2010

Responsabilités et suites de l'agression immonde contre le campement de Roms de Triel

L'agression inqualifiable du 28 octobre contre des familles roms du campement de Triel les dépouillant violemment, a soulevé une vive émotion et de multiples réprobations.

Suite aux différentes plaintes déposées, le Collectif Romyvelines attend qu'une enquête sérieuse et suivie soit menée concernant ces agresseurs déguisés en policiers.

L'ensemble du campement est sous le choc : les familles déjà très fragilisées et démunies, sont traumatisées et terrorisées, en particulier les enfants. Nous avons demandé une protection efficace du terrain; des rondes de police sont mises en place ; nous demandons que soit mise en place une cellule d'écoute psychologique.

Au delà de l'extrême gravité de cette agression, nous réaffirmons que les déclarations faites cet été par le gouvernement (relayées aussi localement) appelant à "chasser les roms" et mettant en place un dispositif d'expulsions massives, n'ont pu que favoriser cette attaque immonde et intolérable.

Il est clair aussi que si tout avait été mis en œuvre, par l'ensemble des autorités et acteurs locaux concernés, comme demandé depuis 2 ans par le Collectif Romyvelines, pour trouver des solutions concrètes et locales de vie digne pour ces familles, cette dérive insupportable aurait été évitée.

Le Collectif Romyvelines renouvelle donc auprès des autorités, responsables, communes, élus, etc ... les demandes des familles roms de la plaine de Triel : la mise à disposition d'un terrain viabilisé et sécurisé (eau, poubelles, électricité, accès aux transports scolaires...) - dans l'attente de propositions de logements en dur - l'accès au travail - l'accès aux soins et aux allocations pour tous - l'annulation des OQTF et APRF- et de toute demande d'expulsion.

Chacun à son niveau, au delà des déclarations d'intention, est mis devant ses responsabilités pour faire aboutir ces demandes, afin que nous ne vivions pas un nouveau drame aux conséquences plus graves encore...

Nous continuons notre combat pour que les Roms, citoyens européens, aient le droit de vivre en paix et dignement sur le territoire français !

Contact mail: romyvelines@hotmail.fr

Contacts Presse :

06 74 92 20 24 : Fabienne Lauret

06 88 58 54 67: Caroline Mauzat